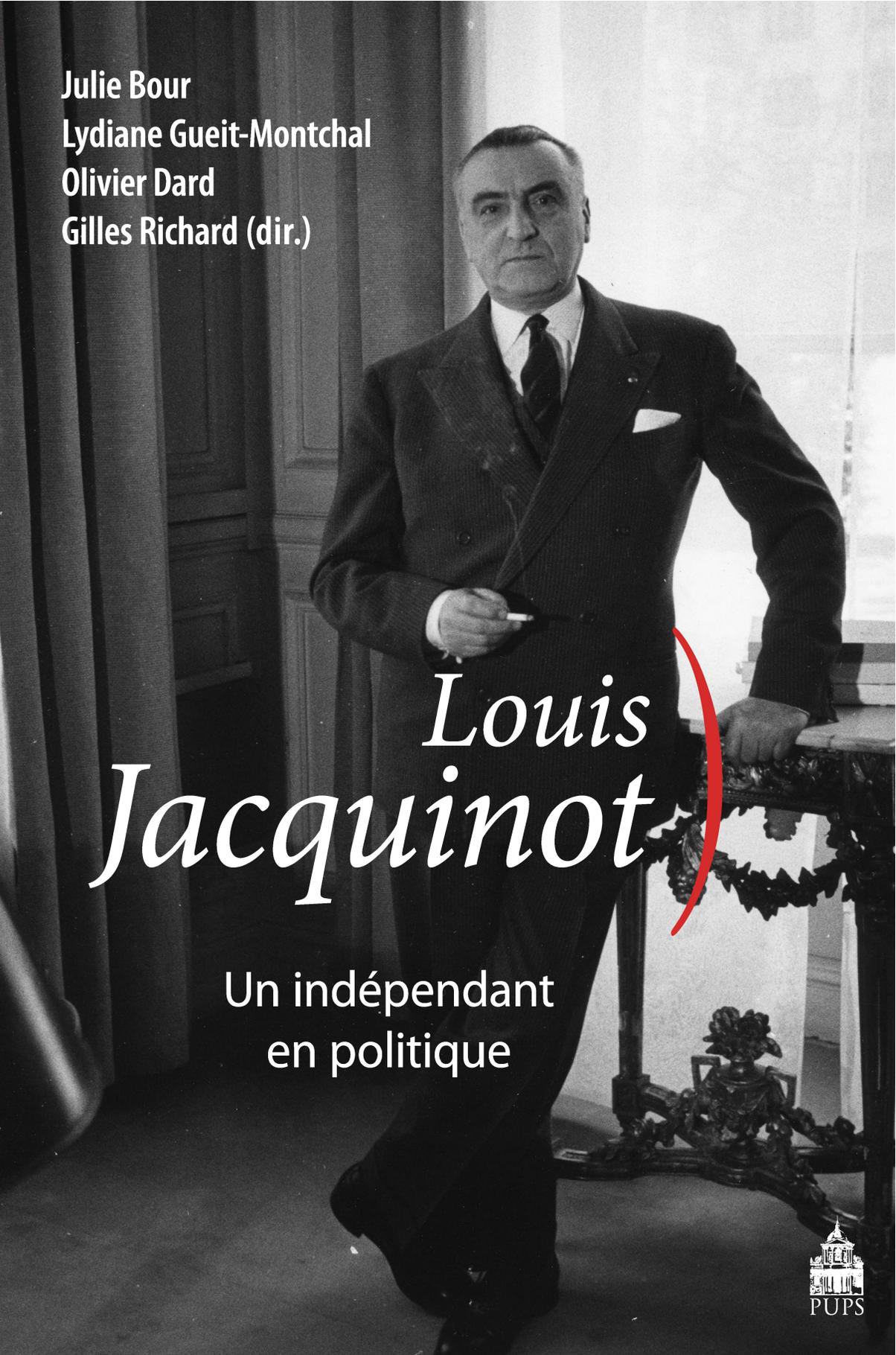


Julie Bour
Lydiane Gueit-Montchal
Olivier Dard
Gilles Richard (dir.)



*Louis
Jacquinot*

Un indépendant
en politique

LOUIS JACQUINOT, UN INDÉPENDANT EN POLITIQUE

Mondes Contemporains

collection dirigée par Éric Bussière et Olivier Forcade

L'Ordre européen du XVI^e au XX^e siècle
Jean Bérenger & Georges-Henri Soutou (dir.)

L'URSS et l'Europe dans les années 20
Georges-Henri Soutou (dir.)

L'Europe de Robert Schuman
A. Moinet-Le Menn, P. Fournié, G. Eldin
& G.-H. Soutou (dir.)

*L'Europe de l'Est et de l'Ouest
dans la Guerre froide (1948-1953)*
Georges-Henri Soutou (dir.)

*Guerres et paix en Europe centrale
aux époques moderne et contemporaine*
Mélanges d'histoire des relations
internationales offerts à Jean Bérenger
Daniel Tollet (dir.)

*L'Insurrection de Varsovie.
La Bataille de l'été 1944*
Alexandra Viatteau (dir.)

Avec les Arabes. Puissance de l'amitié
Mélanges offerts
au professeur Dominique Chevallier
Abd El Hadi Ben Mansour
& Jacques Frémeaux (dir.)

La France et l'URSS dans l'Europe des années 30
M. Narinski, É. du Réau, G.-H. Soutou &
A. Tchoubarian (dir.)

*Henri Hauser (1866-1946). Humaniste.
Historien. Républicain*
S.-A. Marin & G.-H. Soutou (dir.)

Géopolitique de Kaliningrad
Une île russe au sein de l'Union européenne élargie
Frank Tétart

Le Traité franco-britannique de Dunkerque.
Un traité oublié
Yann Lamézac

*La Pologne et l'Europe. Du partage
à l'élargissement (XVIII^e au XXI^e siècles)*
I. Davion, J. Kloczowski & G.-H. Soutou (dir.)

Culture et Guerre froide
J.-F. Sirinelli & G.-H. Soutou (dir.)

L'URSS & l'Europe de 1941 à 1957
É. Robin-Hivert & G.-H. Soutou (dir.)

Pierre Mendès France
Héritage colonial et indépendances
Maria Romo-Navarrete,
préface de Jean-François Sirinelli

Soldats de la loi
La gendarmerie au XX^e siècle
Jean-Noël Luc (dir.)

John Foster Dulles
*Secrétaire d'État, Cold Warrior et père
de l'Europe*
François David,
préface de Georges-Henri Soutou

*L'Afrique indépendante dans le système
international*
É. Robin-Hivert & G.-H. Soutou (dir.)

Jacques Seydoux, diplomate
Stanislas Jeannesson

*L'Aéronautique militaire française outre-mer
1911-1939*
Jean-Baptiste Manchon
préface de Jacques Frémeaux

Julie Bour, Lydiane Gueit-Montchal,
Olivier Dard & Gilles Richard (dir.)

Louis Jacquinot,
un indépendant en politique

Préface de Christian Namy



PRÉFACE

Christian Namy
Sénateur et président du Conseil général de la Meuse

Le présent ouvrage consacré à Louis Jacquinot, homme politique meusien qui a traversé une grande partie du xx^e siècle, a été rendu possible par la conjonction de plusieurs facteurs.

Le premier est le dépôt par Louis Jacquinot de ses archives personnelles aux Archives départementales de la Meuse : un ensemble volumineux de notes, documents, correspondances et une collection de photographies exceptionnelles qui illustrent l'ensemble de sa carrière politique, et qui traduit de manière évidente son souci de la postérité.

Le deuxième est le travail de doctorat de Julie Bour à l'université de Metz ; c'est à elle qu'est revenue la tâche d'étudier et d'exploiter l'ensemble de ce fonds documentaire, et de faire ainsi sortir de l'oubli un homme qui a pourtant occupé pendant une quinzaine d'années des fonctions ministérielles.

Au fil des articles, on découvrira l'engagé volontaire de 1914 et 1939, le député, le Résistant, la figure politique locale, le ministre enfin qui a su se maintenir avec une belle constance sous trois Républiques successives. C'est au prisme de son positionnement « modéré » que les éminents historiens rassemblés dans cette publication analysent tour à tour l'incroyable longévité politique de Louis Jacquinot, offrant un portrait en profondeur d'un personnage jusque-là souvent évoqué mais jamais réellement étudié.

C'est une des missions du Conseil général de la Meuse que de valoriser le patrimoine écrit dont il a la charge, et d'encourager la recherche historique basée sur les fonds conservés aux Archives départementales. Après le soutien apporté par le Département aux travaux de recherche de Julie Bour, il était légitime de poursuivre cette collaboration, en rendant hommage à Louis Jacquinot, qui a été président du Conseil général de 1945 à 1973 : c'est désormais chose faite suite à l'organisation par les Archives départementales d'un colloque en 2011 en partenariat avec l'université de Metz, et d'une exposition photographique présentée à l'Hôtel du Département. La parution de ce recueil en est l'aboutissement et la trace.

Puisse le lecteur découvrir ou redécouvrir avec plaisir ce personnage fascinant à bien des égards.

INTRODUCTION

Olivier Dard

Ce livre sur Louis Jacquinot (1898-1993), figure importante de l'histoire meusienne comme de l'histoire politique nationale marque l'aboutissement d'un projet de plusieurs années. À la base, il faut d'abord saluer l'importance du travail accompli par les services des Archives départementales de la Meuse sous l'égide de Lydiane Gueit-Montchal pour inventorier et classer ce fonds de près de 400 cartons dont il sera beaucoup question dans ce volume. Je me souviens fort bien de ma première visite aux Archives départementales de la Meuse et des premiers échanges avec celle qui en était alors la directrice avant que Gérard Diwo ne lui succède, et marque lui aussi pleinement son intérêt pour l'entreprise. Lydiane Gueit-Montchal m'avait fort logiquement vanté l'exceptionnelle richesse de ce fonds et j'avais de mon côté en tête l'importance de Louis Jacquinot, l'ayant beaucoup croisé au tout début de mes recherches historiques sur les Londoniens de la France libre, lorsque j'avais coédité avec le très regretté Hervé Bastien le *Journal de guerre* d'Henri Queuille. J'avais repéré dans un tel fonds la possibilité d'un sujet d'une thèse importante qui aurait comme ambition de retracer l'itinéraire d'un homme qui fut élu sans discontinuer député de la Meuse de 1932 à 1973 et qui fut ministre à plus de quinze reprises de la Troisième à la Cinquième République, occupant notamment les postes de ministre de la Marine, des Anciens combattants ou de l'outre-mer. Julie Bour, alors étudiante en maîtrise, souhaitait faire une thèse en histoire politique, et c'est sur la base d'un projet sur Jacquinot qu'elle décrocha ce qu'on appelait encore alors une allocation de recherche.

Ce sont des efforts croisés de cette dernière et de Lydiane Gueit-Montchal qu'est née l'idée d'un colloque. Il fut appuyé sur le plan scientifique par le Centre de recherche universitaire lorrain d'histoire (CRULH) aidé par le professeur Gilles Richard. Il fut aussi généreusement doté et soutenu, jusqu'à sa publication, par la Direction de la mémoire, du patrimoine et des Archives (DMPA) en la personne de Laurent Veyssière. En Meuse, la manifestation a été organisée par la directrice des Archives départementales et ses services mais également par Julie Bour qui s'y est particulièrement investie. Ce ne fut pas le seul évènement organisé autour de Louis Jacquinot car sur la base du très beau fonds photographique disponible dans les archives privées de l'ancien ministre une exposition a pu être montée

sous la responsabilité de Julie Bour. À défaut d'avoir pu la visiter, les lecteurs du présent volume pourront découvrir quelques-uns de ces clichés à partir du cahier photographique qui l'illustre.

10 Cet ouvrage a plusieurs ambitions. En premier lieu, faire découvrir et ressortir l'importance de sources archivistiques et iconographiques trop peu connues. La Meuse sur ce point est riche et on ne saurait oublier que si Louis Jacquinot est une figure importante du modérantisme en politique, il compte dans ce département deux célèbres devanciers, André Maginot et Raymond Poincaré. L'ancrage meusien est aussi important pour saisir, dans le cas de Louis Jacquinot, l'importance d'une échelle locale de l'étude du politique qui n'a rien d'anecdotique lorsqu'il s'agit de comprendre comment cet homme a conquis et conservé un fief législatif pendant plus de 40 ans et est demeuré, des décennies durant, président du Conseil général. Dans le cas de Louis Jacquinot, le local est emboîté au national. D'abord, sur le plan de son engagement politique, ce qui invite à s'interroger sur son rôle dans des formations partisans de centre-droit (Alliance démocratique, Centre national des indépendants) tout comme sur sa place dans la famille gaulliste entre les années de guerre et le pompidolisme. Ensuite, sur le plan de son action ministérielle où l'accent a été mis sur la Marine, les Anciens combattants et l'outre-mer.

Le portrait de Louis Jacquinot proposé ici est d'abord celui du dirigeant politique et procède du dépouillement de sources meusiennes et nationales conduites par des universitaires spécialistes d'histoire politique. En même temps, et ce fut un choix des organisateurs, il s'est agi de donner une couleur plus humaine à ce personnage encore trop méconnu. Des élus meusiens, en particulier les anciens parlementaires comme Rémi Herment et François Dosé ont accepté de livrer leur témoignage dans le cadre d'une table ronde. Cette dernière a aussi accueilli Gérard Longuet, alors ministre de la Défense. En dépit d'un calendrier très chargé, il est demeuré plusieurs heures parmi nous et a livré un témoignage substantiel. Tout comme Olivier Stirn, dont on connaît les fonctions ministérielles mais dont trop peu savent qu'il fut chef de cabinet de Louis Jacquinot, sur lequel, après avoir assisté à l'ensemble des communications et des débats, il a livré un témoignage important.

PREMIÈRE PARTIE

Louis Jacquinot en Meuse

LOUIS JACQUINOT
DANS L'ENVIRONNEMENT POLITIQUE MEUSIEN

Jean-Pierre Harbulot

De 1932 à 1973, Louis Jacquinot effectue un parcours politique remarquable comme élu de la droite modérée. Il fut en effet élu député à chaque scrutin organisé durant cette période, sauf en 1973. Il fut également, et c'est un cas unique, membre du gouvernement à la fois sous la III^e République, au sein du Gouvernement provisoire de la République française puis sous la IV^e et la V^e République. Au plan local, ses principaux mandats, outre celui de député, furent ceux de conseiller général du canton de Gondrecourt et de président du Conseil général de la Meuse de 1945 à 1973.

Tous ceux qui, dans la Meuse, l'ont connu gardent de lui l'image d'un homme qui gagna facilement les élections auxquelles il se présenta, excepté la dernière. La vie politique de Louis Jacquinot ne fut pourtant pas « le long fleuve tranquille » que d'aucuns ont en mémoire même si l'électorat meusien, alors majoritairement de droite ou modéré, lui était *a priori* acquis¹.

LOUIS JACQUINOT, ÉLU DÉPUTÉ SUITE À UN VÉRITABLE COUP DE FORCE

Louis Jacquinot commence sa carrière d'élu en 1932 dans son département natal, un territoire majoritairement rural, meurtri par la Grande Guerre et qui ne compte plus alors que 210 000 habitants. Politiquement, le département est alors acquis aux républicains modérés conduits par deux personnalités éminentes : Raymond Poincaré, qui fut ministre, plusieurs fois président du Conseil, puis président de la République (1913-1920) avant son retrait de la vie publique en 1929, et André Maginot, maintes fois ministre jusqu'à son décès en janvier 1932. Dans les années 1920, ces deux hommes ont ancré

1 Julie Bour, « Louis Jacquinot : un ministre en son fief meusien », dans François Dubasque et Éric Kocher-Marboeuf (dir.), *Fiefs, bastions, terres de mission et déserts électoraux de la Révolution à nos jours*, actes du colloque de Poitiers des 24, 25 et 26 septembre 2009, à paraître. Également Frédéric Schwindt, « Louis Jacquinot, Meusien, indépendant et gaulliste », dans Alain Larcen et Frédéric Schwindt (dir.), *Les Bastions de l'Est, de Boulanger à de Gaulle*, Haroué, Gérard Louis, 2010, p. 141-151.

dans le département l'idée que l'union nationale était la seule voie possible pour éviter que les extrêmes, surtout de gauche, ne pèsent sur la direction du pays. Ils ont façonné la vie politique meusienne et en sont devenus les référents incontournables. La plupart des Meusiens leur ont su gré de se dévouer à la cause commune et leur ont témoigné à la fois du respect et de la reconnaissance.

Un homme qui se destine très tôt à la politique

22 Né à Gondrecourt-le-Château le 16 septembre 1898, Louis Jacquinot est le fils de Camille Jacquinot, exploitant forestier, maire de la localité à partir de 1908 et conseiller d'arrondissement, un notable représentatif des hommes qui ancrèrent la République dans le département et dont le soutien était acquis à Raymond Poincaré et à André Maginot. Au terme de ses études au lycée de Bar-le-Duc, Louis Jacquinot s'engage dans l'armée². Il fait l'école d'artillerie de Fontainebleau puis participe à des opérations dans la Meuse avant de combattre en Pologne. En 1919, une fois démobilisé, il commence son droit à Paris tout en travaillant comme maître d'internat. Parallèlement, il s'implique dans le groupement d'étudiants de la Ligue républicaine nationale, présidée par André Maginot à partir de 1927, et il adhère à l'Alliance démocratique, la grande formation du centre droit de la III^e République. En 1926, il est admis comme avocat au barreau de Paris puis il intègre une étude où l'a introduit Raymond Poincaré. Il s'investit beaucoup dans l'Association des Lorrains de Paris et dans l'Association meusienne, regroupant des Meusiens de Paris, dont Raymond Poincaré et André Maginot³. La culture politique familiale, la profession d'avocat, voie royale vers des fonctions politiques, l'appartenance à une formation politique et à des réseaux d'influence constituent des points d'appui appréciables en vue d'une carrière politique. Il manque à Louis Jacquinot la connaissance des rouages du pouvoir et de la vie parlementaire. Il l'acquiert à partir de 1928 lorsqu'André Maginot le fait entrer dans son cabinet, d'abord au ministère des Colonies puis à celui de la Guerre. Par ses fonctions à l'Alliance démocratique, Louis Jacquinot s'est en outre initié aux arcanes des élections. Au début des années 1930, il dispose donc de nombreux atouts pour réussir en politique.

² Voir la communication de François Cochet dans cet ouvrage.

³ Jérôme Pozzi, *Les Sociétés d'originaires de la Meurthe-et-Moselle et de la Meuse à Paris : réseaux et organisations (1900-1939)*, maîtrise d'histoire, sous la direction de François Roth, Nancy 2, 1998.

Il a déjà une première expérience personnelle des élections puisqu'il s'est présenté en 1925 à l'élection du conseil d'arrondissement de Commercy contre le notaire René Varin, de Gondrecourt. C'était un véritable défi lancé, sans aucun soutien, à un notable⁵. Ce fut un échec honorable qui ne dissuade pas Louis Jacquinot de prendre à nouveau des risques. Il se présente ainsi en 1932 aux élections législatives dans l'arrondissement de Commercy, dont fait partie Gondrecourt. Le député sortant est Louis Taton-Vassal, maire de Saint-Mihiel, un parlementaire dans la mouvance d'André Maginot même si ce dernier le juge trop à gauche. Pour conserver sa liberté d'action, Louis Jacquinot quitte ses fonctions au ministère. Il trouve rapidement des soutiens dans la circonscription convoitée, dont celui de Paul Hutin, un libéral influent avec son journal, *L'Écho de l'Est*, et de membres de l'Union catholique du diocèse de Verdun. Malgré sa disparition subite et prématurée le 7 janvier 1932, André Maginot reste très présent dans la campagne électorale, chaque candidat invoquant son patronage et son héritage. Louis Jacquinot, « candidat républicain d'union nationale », mène une campagne énergique, avec son propre journal, *La Meuse républicaine*, le soutien de la presse catholique, de *L'Écho de l'Est* et l'appui financier de la famille Grosdidier, propriétaire des Forges et Aciéries de Commercy. Certaines réunions électorales sont houleuses. Une polémique pimente aussi la campagne : Louis Taton-Vassal a en effet rendu publique une lettre de Raymond Poincaré invitant les électeurs à voter en sa faveur. Louis Jacquinot fait savoir qu'il n'en a cure. Il n'hésite donc pas à faire fi de l'autorité d'un Poincaré déclinant. Le 1^{er} mai, il est élu député avec une très large majorité dès le premier tour de scrutin avec 8 266 voix contre 4 678 à son principal opposant. Louis Jacquinot n'a que 34 ans. Il ne détenait jusque-là aucun mandat. C'est seulement en janvier 1933, peu après le décès de son père, qu'il entre au conseil municipal de Gondrecourt.

Dans la Meuse, l'année 1932 voit un autre « jeune loup » modéré, André Beauguitte, s'imposer aux élections législatives dans l'arrondissement de Montmédy face à un député qui avait été élu avec le double patronage d'André Maginot et de Raymond Poincaré. En janvier 1936, André Beauguitte accepte d'entrer dans le cabinet du radical Albert Sarraut alors que son groupe, comme celui de Louis Jacquinot, y était hostile. Ce dernier ne lui pardonnera jamais ce manquement à la parole donnée. Le renouvellement des députés meusiens s'achève avec deux élections partielles organisées dans les circonscriptions de

4 Sur ce « coup de force », voir également le texte de Julie Bour, « Louis Jacquinot : un ministre en son fief meusien », art. cit.

5 ADM, 3 M 615, élections au conseil d'arrondissement de Commercy.

Bar-le-Duc et de Verdun après les décès d'Henry Ferrette en 1933 et de Victor Schleiter en 1934. La première est emportée par le chanoine Polimann, très marqué à droite. La seconde donne la victoire à Gaston Thiébaud, un radical-socialiste, élu à la faveur d'une élection triangulaire face à deux candidats de droite. Ces deux hommes témoignent d'un élargissement de l'éventail politique mais la tonalité d'ensemble, dans le département, reste modérée, y compris si l'on prend en compte les trois sénateurs. Les élections législatives de 1936 confirment une réelle radicalisation du corps électoral, le vote se faisant pour ou contre le Front populaire. Les quatre députés de la Meuse sont tous réélus dès le premier tour, le 26 avril, ce qui est unique en France. Pour Louis Jacquinet, cette réélection semble en annoncer bien d'autres, aucun adversaire ne paraissant à sa mesure. Il dispose désormais d'un « fief électoral », la circonscription de Commercy. Son activité au Parlement et son positionnement politique, au sein de la droite modérée, n'y suscitent guère de débats, même lorsqu'il dénonce les accords de Munich en septembre 1938. Dans le reste du département, son action est peu connue et son influence est limitée. La guerre change la donne.

L'IMMÉDIAT APRÈS-GUERRE (1944-1947) : UNE PRÉÉMINENCE DIFFICILE À CONFORTER

Appelé au gouvernement par Paul Reynaud en mars 1940, blessé en Champagne en juin 1940 après avoir demandé à servir dans l'armée, Louis Jacquinet ne peut participer au vote organisé le 10 juillet 1940 à Vichy. Il reprend ensuite son métier d'avocat et s'investit dans la Résistance, sans jamais se rendre dans la Meuse. Il n'y fait pas parler de lui, du moins jusqu'au 1^{er} juin 1943, jour où la BBC diffuse une allocution de Louis Jacquinet qui vient de rejoindre le général de Gaulle à Londres, via l'Espagne. Seuls quelques Meusiens l'entendent mais, selon un rapport des Renseignements généraux, dès le lendemain, « tout le monde sait ce qu'il a dit »⁶. Cette intervention contribue à étendre la notoriété de Louis Jacquinet à l'ensemble du département. Un peu plus tard, les Meusiens apprécieront de voir leur député choisi par le général de Gaulle pour exercer des responsabilités gouvernementales.

L'héritier d'André Maginot et de Raymond Poincaré

Résistant, compagnon du général de Gaulle, ministre : tout cela explique qu'une fois la Meuse entièrement libérée, début septembre 1944, de nombreux Meusiens reportent sur Louis Jacquinet le respect empreint de déférence qu'ils témoignaient à André Maginot et à Raymond Poincaré. Aucun autre

6 ADM, 209 W 3, rapport mensuel des Renseignements généraux, 21 juin 1943.

parlementaire meusien n'est dans ce cas. Seul Gaston Thiébaud, député-maire de Verdun, qui a voté non le 10 juillet 1940, a une certaine notoriété, limitée cependant à la région de Verdun⁷.

Dans la Meuse, la légalité républicaine a été rapidement rétablie après la Libération. Le parti communiste se montre très actif, réclamant notamment une épuration sans concession. C'est dans ce contexte que Louis Jacquinot commence à se constituer un réseau de soutiens à l'échelle du département. Le premier naît à l'initiative de Lucien Tapin, un mutilé de la Grande Guerre, qui a fédéré dans les années 1920 les anciens combattants meusiens autour d'André Maginot. Dès la Libération, il relance la Fédération des anciens combattants de la Meuse (ou Fédération Maginot) et son bulletin mensuel, *Le Béquillard meusien*, en s'adressant désormais aux anciens combattants et victimes des deux guerres. Le premier numéro du *Béquillard* paraît en octobre 1944 avec, en page une, la biographie de Louis Jacquinot, « mutilé de la guerre 39-40, compagnon du général de Gaulle, croix de guerre 1918, croix de guerre 1939 » tandis que le deuxième annonce sa désignation à la présidence de la Fédération. Louis Jacquinot peut compter sur le soutien du monde combattant⁸ qui le considère comme l'héritier d'André Maginot. Parallèlement, Louis Jacquinot fait preuve d'un grand pragmatisme en s'associant à la plupart des forces politiques meusiennes non communistes et non compromises sous l'Occupation pour éditer *Le Courrier meusien*, un journal dont le premier numéro paraît le 4 novembre 1944. La société éditrice comprend à la fois des résistants gaullistes (Jean Jeukens, Gilbert Morlet), des socialistes SFIO (tel Georges Fizaine), des radicaux (Gaston Thiébaud) et des hommes de la droite modérée, dont Louis Jacquinot, Fernand Nanty et Lucien Tapin⁹. Cette association traduit une volonté commune de mettre à la disposition des Meusiens des informations générales moins orientées que celles diffusées par le PCF.

Dès janvier 1945, une fois dissipée la frayeur générée par l'offensive allemande des Ardennes, les formations politiques et les mouvements de Résistance se préparent aux échéances électorales à venir. Louis Jacquinot se montre alors davantage dans le département. De passage à Revigny, le 7 janvier, il ne manque pas de se recueillir sur la tombe d'André Maginot, son mentor en politique et un symbole pour une majorité de Meusiens. Aux élections municipales des 29 avril et 13 mai, où il n'est pas candidat, les listes associant des candidats de gauche et des résistants l'emportent dans la plupart des villes tandis que les municipalités

7 Sur Gaston Thiébaud, cf. Jean-Pierre Harbulot, *Gaston Thiébaud, le parlementaire meusien qui a dit non à Pétain*, Régnéville-sur-Meuse, Dossiers documentaires meusiens, 2010, 224 p.

8 ADM, 92 T, *Le Béquillard meusien*, n° 3, décembre 1944.

9 Statuts communiqués par Claude Thiébaud.

provisoires mises en place à la Libération dans les campagnes sont souvent désavouées par les électeurs¹⁰. Cependant, pour Louis Jacquinet comme pour d'autres, l'analyse du paysage politique meusien reste encore pleine d'incertitudes.

À la recherche de soutiens : le temps des tâtonnements

Les élections cantonales de septembre 1945 constituent la première étape de la clarification du paysage politique. Après avoir été élu conseiller général du canton de Gondrecourt, où il se présentait sans étiquette et sans concurrent, Louis Jacquinet est élu président du Conseil général de la Meuse où les droites détiennent 21 sièges sur 28. Il accède ainsi à une fonction longtemps exercée par Raymond Poincaré et qui lui confère une stature départementale. Il lui reste à prolonger ce succès par une victoire aux élections générales, organisées selon des modalités nouvelles, avec une seule circonscription départementale, un scrutin de liste à un tour et une répartition des sièges à la proportionnelle. Le nombre de députés est passé de quatre à trois. Compte tenu de sa notoriété, Louis Jacquinet est assuré d'être élu. Il lui faut cependant constituer une liste à même de consolider son assise dans le département.

26

Pour ces élections du 21 octobre 1945, Louis Jacquinet forme une liste d'« Union patriotique et républicaine » avec Gaston Thiébaud, le député-maire de Verdun, un des « 80 ». Les deux hommes s'estiment mutuellement et ont choisi comme colistier un cultivateur. Leur propagande électorale ne fait pas référence aux sensibilités politiques mais seulement aux mandats exercés. Trois autres listes sont en lice : celles du Parti communiste (André Savard), de la SFIO et du Mouvement républicain populaire (MRP), soutenu par la majorité du clergé et dont la tête de liste est un agriculteur, Jean Vuillaume. La liste Jacquinet obtient 34 % des suffrages exprimés et un seul siège. Une partie de l'électorat radical n'a pas suivi Gaston Thiébaud dans son alliance avec un homme catalogué à droite, fût-il résistant. La liste du MRP (31 %), soutenue par les agriculteurs, et celle de la SFIO (21 %) obtiennent chacune un siège. Louis Jacquinet, Jean Vuillaume (MRP) et Georges Fizaine (SFIO), professeur à Bar-le-Duc, sont donc députés à l'Assemblée constituante¹¹. Le score de la gauche socialiste et communiste, plus du tiers des suffrages, est inédit dans le département.

L'élection de la deuxième Assemblée constituante, le 2 juin 1946, est organisée quelques mois après la démission du général de Gaulle du gouvernement. Louis Jacquinet n'est plus ministre. Son objectif est d'enlever deux sièges. Pour cela, il revient à un affichage « classique » où apparaît le

¹⁰ Jean-Pierre Harbulot, « La Meuse », dans Philippe Buton et Jean-Marie Guillon (dir.), *Les Pouvoirs en France à la Libération*, Paris, Belin, 1994, p. 203-213.

¹¹ ADM, 1251 W 1376, élections générales de 1945.

mot « indépendant », sans référence à un parti et il s'associe à un résistant incontesté, Jean Jeukens, maire de Bar-le-Duc, ainsi qu'à un agriculteur. Sa liste indépendante d'action républicaine et sociale n'obtient cependant que 28 % des suffrages exprimés et il est le seul élu. Les deux autres sièges reviennent au MRP (28 %) et à la SFIO (17 %) qui voient reconduits leurs députés, Jean Vuillaume et Georges Fizaine. La liste du Parti communiste (André Savard) et celle du Rassemblement des gauches républicaines (Gaston Thiébaud) n'obtiennent respectivement que 16 et 11 % des suffrages exprimés. Dans sa quête d'un second siège, Louis Jacquinot a voulu s'appuyer, comme en octobre 1945, sur un homme qui s'était engagé contre le régime de Vichy. Cela n'a pas suffi. L'élection de juin 1946 esquisse cependant une autre voie pour parvenir au but recherché. Louis Jacquinot a reçu en effet l'appui de Martial Brousse, président national et départemental de la Confédération générale de l'agriculture (CGA), un ancien responsable de la Corporation paysanne sous l'Occupation. Cet homme influent a invité les agriculteurs à voter Louis Jacquinot, et non plus MRP, pour sanctionner une formation qui participait au gouvernement avec les socialistes et les communistes et qui cautionnait une politique agricole inadaptée. Du fait qu'il a mis fin à sa collaboration avec le radical Gaston Thiébaud, Louis Jacquinot a aussi recueilli davantage de voix au sein de l'électorat catholique, sans pour autant avoir eu à prendre position sur la question religieuse.

Aux élections législatives du 10 novembre 1946, Louis Jacquinot tente une autre combinaison en plaçant en seconde position sur sa liste François Schleiter, qui fut son chef de cabinet, un avocat, fils d'un ancien député-maire de Verdun. Sa liste recueille 37 % des suffrages exprimés mais il est encore le seul élu. Jean Vuillaume est réélu sur la liste MRP (21 %) mais le socialiste Georges Fizaine (13 %) perd son siège au profit d'André Savard (19 %), à la tête d'une liste du parti communiste et d'union républicaine et résistante. C'est la première fois que la Meuse se donne un député communiste. À court terme, il est peu probable que la liste de Louis Jacquinot puisse obtenir un deuxième siège tant le monde rural semble acquis au MRP. L'un de ses membres, Maurice Rochette, est d'ailleurs élu le 8 décembre 1946 à l'unique siège attribué à la Meuse au Conseil de la République. Il a devancé de peu Martial Brousse.

LOUIS JACQUINOT FACE À LA « MENACE » RPF

Au niveau national, après la Libération, il a fallu plus de deux ans pour définir de nouvelles institutions. À peine sont-elles mises en place que le général de Gaulle lance, en avril 1947, le Rassemblement du peuple français (RPF) avec comme

principal objectif de changer la constitution. À l'Assemblée, Louis Jacquinot est inscrit au groupe des Républicains indépendants. Depuis janvier 1947, il est ministre de la Marine dans le gouvernement de Paul Ramadier.

Un indépendant « viscéral »

Malgré ses liens historiques avec le général de Gaulle, Louis Jacquinot doit faire face au RPF dans son département car il a refusé d'adhérer à ce mouvement. Il s'en expliquera à Gondrecourt en 1949 en répliquant de façon très explicite au candidat que le RPF lui opposait aux élections cantonales :

28

je suis indépendant, et je reste indépendant. [...] Je préfère me promener dans le département avec mon indépendance, étant responsable de mes actes, non pas devant un parti mais devant mes électeurs. [...] Je n'ai, sur le plan politique, à me lier à personne, ni d'ordre à recevoir de personne [...]. Je ne veux pas m'inscrire à un parti où l'on se donne le titre de « compagnon » comme dans d'autres celui de « camarade », et où l'on est tenu d'obéir à des ordres impératifs. Pour moi, je n'ai jamais varié, à l'inverse de la plupart de vos dirigeants, comme Malraux par exemple qui, lui, vient du Parti communiste¹².

Dès 1947, le RPF a rapidement trouvé dans la Meuse des relais auprès d'anciens résistants tels Hippolyte Thévenon, Gilbert Morlet ou Jean Jeukens¹³. Il a obtenu de bons résultats aux élections municipales des 19 et 26 octobre 1947, en l'emportant dans 89 communes sur 586 et dans 4 des 11 villes¹⁴. Louis Jacquinot se doit de réagir car le RPF vise le même électorat que le sien. Il dispose pour cela de nombreux atouts. Sa personnalité, son action passée aux côtés du général de Gaulle, son statut de ministre comptent beaucoup, de même que son influence chez les anciens combattants et celle liée à ses fonctions de président du Conseil général¹⁵. Il a aussi la chance de pouvoir bénéficier des difficultés internes du RPF dans la Meuse. Après la visite que le général de Gaulle a effectuée à Verdun le 20 juin 1948, les responsables du RPF de Verdun et de Bar-le-Duc se sont en effet déchirés pour désigner les deux candidats

¹² ADM, 1251 W 1793, rapport des Renseignements généraux.

¹³ Frédéric Schwindt, « Les hommes du RPF en Meuse : 1940-1958 », dans Alain Larcant et Frédéric Schwindt (dir.), *Les Bastions de l'Est, op. cit.*, p. 153-169. Du même auteur, « De la difficulté de construire un appareil politique. Le RPF en Meuse et en Meurthe-et-Moselle (1947-1958) », dans François Audigier et Frédéric Schwindt (dir.), *Gaullisme et gaullistes dans la France de l'Est sous la IV^e République*, Rennes, PUR, 2009, p. 103-125.

¹⁴ ADM, 1251 W 1794.

¹⁵ Julie Bour, « Le clientélisme sous la V^e République, l'exemple du député meusien Louis Jacquinot », dans Jens Ivo Engels, Frédéric Monier et Nathalie Petiteau (dir.), *La Politique vue d'en bas. Pratiques privées et débats publics 19^e-20^e siècles*, actes du colloque d'Avignon mai 2010, Paris, Armand Colin, coll. « Recherches », 2011, p. 223-239.

du mouvement aux élections au Conseil de la République du 7 novembre 1948¹⁶. Deux noms ont cependant fini par émerger, ceux de Jean Jeukens et d'André Madoux, conseiller général de Stenay, mais le comité exécutif du RPF n'a pas entériné leurs candidatures. Il a en effet accordé l'investiture du RPF à la liste modérée qui l'a sollicitée, formée par François Schleiter et Martial Brousse. Le premier, républicain indépendant, avocat à Verdun, conseiller de l'Union française, a été le directeur de cabinet de Louis Jacquinot. Le second, « candidat paysan », est président national et départemental de la CGA et vice-président du Conseil économique et social. Jean Jeukens a beau démissionner du RPF et dénoncer les compromissions de Martial Brousse avec le régime de Vichy, ses rivaux, réunis sur une « liste d'Union républicaine des indépendants, d'entente paysanne et de Rassemblement du peuple français », sont élus. Louis Jacquinot n'est jamais apparu au premier plan mais il est, indirectement, le grand vainqueur de cette élection. Le MRP perd en effet son siège au Conseil de la République. Le mouvement gaulliste, lui, se retrouve un temps désorganisé dans la Meuse suite au désaveu infligé par la direction nationale d'autant que les deux nouveaux sénateurs n'adhèrent pas au groupe gaulliste. Cette élection de 1948 révèle cependant une mutation de taille avec laquelle Louis Jacquinot va devoir composer : le monde paysan et son principal responsable, Martial Brousse, sont désormais des éléments incontournables sur la scène politique départementale.

Les élections cantonales des 20 et 27 mars 1949 mettent à nouveau en évidence les limites de la progression du RPF. Plus de 30 % des voix se portent sur les candidats du Rassemblement ou d'autres patronnés par lui mais la composition du Conseil général ne change guère. Après la réélection de Louis Jacquinot à la présidence de l'assemblée départementale, un de ses proches peut déclarer que la politique du conseil général doit continuer à être « faite d'indépendance vis-à-vis des partis et conforme à l'idéal de Raymond Poincaré et d'André Maginot »¹⁷.

Les élections législatives de 1951 et de 1956 : l'enjeu du vote paysan

Les élections législatives du 17 juin 1951 constituent l'échéance tant attendue par le général de Gaulle et le RPF. Pour Louis Jacquinot, ministre des Anciens combattants et Victimes de guerre, presque assuré d'être réélu, l'enjeu est de gagner un second siège pour mieux contenir la poussée gaulliste dans le département. La vigilance s'impose car la loi électorale a été modifiée : des apparentements

¹⁶ ADM, 1251 W 1794 et 2057 W 80. Les conseillers de la République prennent le titre de sénateur en décembre 1948.

¹⁷ ADM, 1251 W 1793, rapport du préfet de la Meuse, 30 mars 1949.

permettent à des listes de cumuler leurs voix. Deux difficultés attendent Louis Jacquinot. La première émane du général de Gaulle qui veut sanctionner son indépendance et sa participation à des gouvernements de la Troisième Force. Pour cela, il impose la constitution d'une liste RPF dans la Meuse, confiée au général Gilliot¹⁸, l'un de ses condisciples à Saint-Cyr, et il refuse tout apparemment entre la liste Jacquinot et la liste RPF. La seconde difficulté provient de l'espoir caressé par des responsables de l'agriculture, tel Camille Zaepffel, de constituer une liste « paysans » homogène qui prolongerait l'embryon de parti paysan mis en place par Martial Brousse en septembre 1950, lors d'une réunion présidée par Paul Antier, secrétaire d'État à l'Agriculture¹⁹. Ce projet n'aboutit pas car en février 1951, le Parti paysan d'union sociale s'associe aux républicains indépendants (CNIP). Dans ce contexte, Louis Jacquinot parvient à conforter sa position par deux accords, l'un avec la CGA à laquelle il accorde un candidat au deuxième rang sur sa liste, l'autre avec le MRP, très critique à l'encontre du RPF qualifié de structure « de réaction et de dictature », qui accepte d'apparenter sa liste à la sienne. Le MRP y met une seule condition : que le représentant de la CGA sur la liste Jacquinot ne soit pas Camille Zaepffel mais René Rousselot, conseiller général, catholique pratiquant et ancien membre du comité directeur du MRP. Six listes sont finalement déposées. La liste Jacquinot, qui a reçu l'investiture du Centre national des indépendants et paysans (CNIP), obtient 32 % des suffrages exprimés et deux élus, Louis Jacquinot et René Rousselot, grâce à son apparentement avec celle du MRP et à la présence d'un responsable agricole influent. Celle du RPF (29,5 %) a un élu, Auguste Jean Gilliot. La gauche n'en a plus, la liste d'André Savard (PCF) et la liste socialiste (Louis Dodin) n'ayant obtenu respectivement que 17,1 % et 8,4 % des suffrages exprimés. Le MRP, avec seulement 9,9 %, perd son siège de député. Quatre mois après ces élections, le RPF confirme son succès. Le général Gilliot est en effet élu conseiller général du canton de Bar-le-Duc en battant Jean Jeukens, l'un des fondateurs du RPF dans la Meuse !

Le général de Gaulle ayant mis en sommeil le RPF en septembre 1955, les élections législatives anticipées de 1956 s'annoncent comme une formalité pour Louis Jacquinot d'autant que le général Gilliot ne se représente pas. À la tête d'une liste d'Union des indépendants et paysans, Louis Jacquinot s'adjoit à nouveau René Rousselot, en deuxième position. Six autres listes ont été constituées dont celle du PCF, de l'Union des gauches (radicaux et SFIO), du MRP et une « liste de défense agricole, économique et sociale » emmenée par André Beauguitte, élu

18 ADM, 1251 W 1796 et 2529, et Bernard Lachaise, « Le général Gilliot, député RPF de la Meuse (1951-1956) », dans François Audigier et Frédéric Schwindt, *Gaullisme et gaullistes...*, *op. cit.*, p. 205-219.

19 ADM, 1251 W 1942, rapport des Renseignements généraux, 22 septembre 1951.

député de la Meuse en 1932, réélu en 1936 mais qui a été déclaré inéligible à la Libération pour avoir voté les pleins pouvoirs constituants au maréchal Pétain. Après la loi d'amnistie de 1953, il a été réélu conseiller général du canton de Montfaucou. Louis Jacquinot éprouve envers lui une solide inimitié qui nourrit la campagne électorale, par presse interposée²⁰, mais la candidature d'André Beauguitte lui pose un problème. Elle vise en effet le même électorat que le sien et elle s'appuie aussi sur un homme influent dans les milieux agricoles, Camille Zaepffel, conseiller général de Vavincourt, successeur de René Rousselot à la présidence de la CGA, en seconde position sur la liste. Le monde agricole est à nouveau écartelé. La campagne est rude. Trois des têtes de liste sont élus : Louis Jacquinot (28,4 % des suffrages exprimés), André Savard (PCF), avec 21,9 %, et André Beauguitte (17,3 %). Pour Louis Jacquinot, dont la liste perd un siège malgré l'appui du général Gilliot, l'échec est patent. Il fragilise son implantation dans le monde agricole. Les paysans sont d'autant plus amers que René Rousselot n'a pas été élu alors qu'il avait obtenu 28 992 voix, un peu plus que Louis Jacquinot (28 857) et bien davantage qu'André Beauguitte (19 132).

1958-1973 : FACE AUX ÉVOLUTIONS DE SON DÉPARTEMENT

Le 13 mai 1958, le coup de force des « activistes » d'Alger entraîne le retour au pouvoir du général de Gaulle dès le 1^{er} juin. Ce dernier appelle aussitôt Louis Jacquinot au gouvernement où il reste comme ministre d'État jusqu'en janvier 1966. Tout se passe comme si le « moment RPF » et les tensions qu'il avait suscitées n'avaient pas existé.

1958 et 1962 : un positionnement apprécié

Pendant quelque temps, Louis Jacquinot et son électorat semblent à l'unisson. Les Meusiens apprécient que le Général emmène Louis Jacquinot avec lui à Alger, début juin, pour servir, comme en 1943-1944, de caution démocratique à un homme suspecté d'être un dictateur en puissance. Ils ont aussi appris que les insurgés d'Alger, très antiparlementaires, avaient empêché le député-ministre d'être aux côtés du Général sur le balcon où ce dernier s'adressa aux Algérois le 4 juin. Le 9 juin, le préfet de la Meuse résume ainsi cet état d'esprit, partagé avec leur député : « changements nécessaires, appel au général de Gaulle [...] mais sous réserve des garanties républicaines »²¹.

Au référendum du 28 septembre sur la nouvelle constitution, le « oui » recueille dans la Meuse 91 % des voix. Seul le parti communiste et la CGT ont appelé à

²⁰ ADM, 47 J 18.

²¹ ADM, 1251 W 2206, rapport du préfet de la Meuse, 9 juin 1958.

voter non. Louis Jacquinot emporte ensuite sans difficulté les élections législatives de 1962 et 1968. La Meuse ne compte plus que deux députés, élus au scrutin uninominal à deux tours. Pour Louis Jacquinot, candidat dans la première circonscription (Bar-le-Duc et Commercy), le « danger » Beauguitte est écarté puisque celui-ci se représente dans la circonscription de Verdun. Aux législatives de novembre 1958, Louis Jacquinot, candidat du CNIP, n'a pas de rival au centre ou à droite, l'Union pour la nouvelle République (UNR) n'ayant pas désigné de candidat face aux membres du gouvernement. Il l'emporte dès le premier tour, le 23 novembre, avec 65,3 % des suffrages exprimés contre 23,4 % au socialiste Louis Dodin et 11,3 % au communiste Lucien Pouille. Dans l'autre circonscription, André Beauguitte est réélu au deuxième tour, évinçant le député communiste André Savard. Tous les parlementaires meusiens sont donc des modérés, au grand dam des membres de l'UNR. Le préfet Malvy conclut : « la représentation parlementaire de la Meuse reflète mieux désormais l'opinion de ce département : traditionaliste et modérée, hostile aux aventures politiques, en un mot, demeurée fidèle à l'esprit de Poincaré »²². Les ministres ne pouvant plus exercer un mandat national, c'est son suppléant, René Rousselot, qui siège à l'Assemblée.

Le 28 octobre 1962, lors du référendum sur l'élection du président de la République au suffrage universel direct, Louis Jacquinot, contre la majorité de son parti, prend position pour le « oui », comme René Rousselot et André Beauguitte, et là encore, il est massivement suivi (80 % de « oui »). Aux élections législatives organisées le mois suivant, il est à nouveau élu dès le premier tour avec 64,4 % des suffrages exprimés contre 22 % au socialiste Martial Jost et 13,6 % au communiste André Savard. Durant la campagne, peu animée, le PCF l'a dénoncé comme « l'homme de la banque Lazard » et « du grand capital »²³. C'est encore René Rousselot qui siège à l'Assemblée nationale du fait de la reconduction de Louis Jacquinot au ministère des DOM-TOM. Dans l'autre circonscription, André Beauguitte a lui aussi été réélu. Pour cette élection, Louis Jacquinot s'est affiché comme « indépendant » sans bénéficier de l'investiture du CNIP, son parti l'ayant sanctionné pour avoir pris position en faveur du « oui » au référendum²⁴. À défaut, Louis Jacquinot et René Rousselot reçoivent le patronage de « l'Association pour la V^e République ». Après l'implosion du CNIP suite aux divergences entre ses membres à propos du récent référendum, Louis Jacquinot décide de s'apparenter

²² ADM, 1251 W 2574, rapport des Renseignements généraux, 8 décembre 1958.

²³ ADM, 1251 W 2573, *La Meuse nouvelle*, novembre 1962. Louis Jacquinot a épousé en 1953 la veuve de Maurice Petsche, née Simone Lazard, peu avant sa candidature à l'élection présidentielle.

²⁴ Gilles Richard, *Le Centre national des indépendants et paysans de 1948 à 1962, ou l'échec des droites françaises dans le parti des modérés*, thèse de doctorat d'État, IEP de Paris, sous la direction de Serge Berstein, 1998, p. 751-820.

à l'UNR, le parti gaulliste. Il a pris cette décision non par calcul personnel mais pour permettre au chef de l'État de s'appuyer sur une majorité solide à l'Assemblée et d'avoir les moyens de sa politique²⁵.

1967 : un ballottage révélateur

Aux élections législatives de mars 1967, Louis Jacquinot, apparenté UNR, se présente avec l'investiture du Comité d'action pour la V^e République, la structure de parrainage des candidatures gaullistes. René Rousselot est à nouveau son suppléant. Les deux hommes ont respectivement 68 et 67 ans. Leur réélection paraît possible dès le premier tour puisqu'au second tour des élections présidentielles de 1965, François Mitterrand n'a recueilli que 34,1 % des suffrages exprimés dans la circonscription de Bar-le-Duc²⁶. La Meuse vit alors des moments difficiles. La fermeture des bases de l'OTAN en France, décidée par le général de Gaulle, y est durement ressentie tout comme celle de plusieurs usines. Dans ce contexte, Louis Jacquinot doit faire face à deux oppositions. Celle, classique, des partis de gauche (PCF et Fédération de la gauche démocratique et socialiste) et celle d'une personnalité isolée, Pierre Marizier, 59 ans, sans étiquette, de tendance « centre gauche », conseiller général depuis 1958 et maire de Bar-le-Duc depuis mars 1959, avec un conseil municipal à majorité modérée. C'est un homme qui refuse toute allégeance au gouvernement et à ses technocrates et dont la priorité est la modernisation de sa ville et la croissance économique d'une Meuse « qui se meurt »²⁷. Il est aussi très influent parmi les anciens combattants et prisonniers de guerre. Au premier tour, Louis Jacquinot obtient 46,1 % des suffrages exprimés contre 24,1 % à Pierre Marizier, 16,1 % à André Savard (PCF) et 13,7 % à Victor Cusseau (FGDS). Le candidat modéré a suffisamment mordu sur son électorat pour le mettre en ballottage. Le préfet en conclut que le corps électoral meusien reste attaché aux institutions de la V^e République, « mais sans enthousiasme »²⁸. Au second tour, Louis Jacquinot l'emporte avec 62 % des suffrages exprimés contre 38 %, un score inédit, au communiste André Savard, qui a bénéficié du report des voix socialistes. Louis Jacquinot n'a hérité que d'un tiers de celles recueillies par Pierre Marizier, les autres ayant nourri l'abstention. Dans son analyse du scrutin, le préfet de la Meuse prédit des difficultés pour la majorité. C'est donc un candidat modéré issu du CNIP qui a fait vaciller, le premier,

²⁵ *L'Est républicain*, 7 décembre 1962.

²⁶ ADM, 1251 W 2967.

²⁷ ADM, 1594 Per, Séances du Conseil général de la Meuse, 15 décembre 1958, et Pierre Marizier, *Le Coup de Bar. Chronique d'une époque 1958-1970*, s.l.n.d., p. 57-63.

²⁸ ADM, 1251 W 2967, rapport du préfet de la Meuse, 15 mars 1967.

Louis Jacquinot. Par son positionnement et par ses thèmes de campagne, il contribue à ancrer l'idée que ce dernier n'est pas en phase avec les réalités et les besoins de son département.

L'année suivante, Louis Jacquinot est réélu sans difficulté lors des élections qui font suite aux événements de mai 1968. Le 31 mai, il a défilé, au premier rang, à la manifestation de soutien au général de Gaulle organisée par les gaullistes à Commercy²⁹. En juin, il a reçu l'investiture de l'Union pour la défense de la République (UDR), nouvelle appellation du parti gaulliste. René Rousselot a laissé sa place de suppléant à Pierre Matrot, agriculteur à Lisle-en-Barrois, un indépendant giscardien. Louis Jacquinot affronte les mêmes candidats de gauche qu'en 1967 mais, cette fois, sans challenger au centre. Dans ses tracts, il affiche clairement ses priorités : « sauver le régime républicain » et lutter « contre l'anarchie sans espoir et contre un totalitarisme destructeur des libertés essentielles »³⁰. Il est élu avec 62,6 % des suffrages exprimés, dominant le socialiste FGDS Victor Cusseau (22 %) et le communiste André Savard (15,4 %). La gauche est battue mais elle a progressé en voix depuis 1967. Dans la circonscription de Verdun, André Beauguitte (RI) est réélu au premier tour, comme en 1967.

1973 : une élection de trop ?

Les élections législatives de 1968 ont eu lieu dans un contexte trop particulier pour exprimer un renversement de tendance. Deux ans plus tard, Louis Jacquinot est mis en difficulté indirectement, du fait de la crise municipale provoquée par Pierre Marizier, qui fut candidat aux législatives de 1967 contre lui³¹. Le fougueux maire de Bar-le-Duc démissionne en effet le 8 octobre 1970 avec tous les membres de son conseil, sauf un, car il refuse de payer les frais de fonctionnement du collège municipal que l'État a créé dans le nouveau quartier de la Côte Sainte-Catherine. Pierre Marizier, habitué à dénoncer les abus de l'État, réclame sa nationalisation immédiate, en vain malgré l'intervention de Louis Jacquinot. Des élections partielles sont inévitables. Pierre Marizier ne s'y présente pas car il préfère laisser la gauche s'enliser dans la gestion municipale pour mieux l'emporter aux élections régulières du printemps suivant. Pour éviter que la majorité gouvernementale ne perde la principale ville de sa circonscription, Louis Jacquinot consulte les notables locaux mais aucun d'entre eux n'accepte de prendre la tête d'une liste. Finalement, seule une liste modérée sans personnalité marquante peut être constituée. Au premier tour,

²⁹ Jacky Maréchal, l'organisateur du défilé, se souvient que Louis Jacquinot attendit au café de la Paix que le succès de la manifestation soit assuré pour rejoindre le défilé (propos rapportés par Dominique Maréchal).

³⁰ ADM, 1251 W 3101.

³¹ ADM, 1251 W 2902, 47 J 15 et Pierre Marizier, *Le Coup de Bar*, *op. cit.*

le 15 novembre 1970, elle recueille en moyenne 40,3 % des suffrages exprimés contre 39,6 % à la liste d'action socialiste conduite par le docteur André et par Jean Bernard, 46 ans, professeur au lycée de la ville et syndicaliste, et 15,2 % à la liste communiste. L'abstention, encouragée par Pierre Marizier, est considérable (46,9 % des inscrits). Entre les deux tours, la liste socialiste (à majorité Convention des institutions républicaines) fusionne avec celle du PCF et Louis Jacquinot intervient dans la campagne. Le 18 novembre, il envoie une lettre aux 5 000 abstentionnistes pour les inviter à voter pour la liste d'entente municipale. Au second tour, la participation plus élevée profite à la gauche qui enlève tous les sièges à pourvoir avec 53,1 % des suffrages exprimés. François Mitterrand déclare peu après qu'il « considère l'élection municipale de Bar-le-Duc comme exemplaire » car elle illustre l'efficacité de l'union de la gauche³². Le scrutin exprime des mécontentements divers mais, surtout, selon Georges Mamy, dans *L'Est républicain* du 24 novembre 1970 : « les électeurs n'ont pas eu peur du changement, ni du vocabulaire, ni des étiquettes ». La lettre de Louis Jacquinot, malgré son caractère policé, a aussi irrité nombre d'abstentionnistes, souvent modérés, persuadés que le secret des urnes avait été violé, même si ce n'était pas le cas. Pour Louis Jacquinot, cette élection est un échec d'une grande portée car elle permet à un homme de la gauche « modérée », peu connu jusque-là, de commencer à faire ses preuves à la tête d'une équipe municipale comptant des communistes. « Le “chaos” annoncé pour l'après gaullisme ne s'étant pas produit, “la grande peur” s'efface et l'on voit l'électeur [...] reconquérir une liberté de choix [...] qui pourrait bien entraîner d'autres surprises », écrit encore Georges Mamy le 28 novembre.

Cette hypothèse se concrétise aux élections législatives des 4 et 11 mars 1973³³. À ce moment, le tissu économique du Sud-meusien est toujours aussi fragile. Une partie des électeurs n'hésite pas à choisir une autre voie que celle proposée par Louis Jacquinot et la majorité gouvernementale. Plusieurs témoignages attestent que Louis Jacquinot n'était pas décidé à entrer à nouveau en lice à ces élections mais il céda à la demande du président Georges Pompidou, soucieux de ne pas perdre un siège *a priori* acquis à la majorité. À défaut de René Rousselot, décédé, et de Pierre Matrot, Louis Jacquinot choisit comme suppléant un économiste de valeur, Michel Drancourt, commissaire à l'industrialisation de la Lorraine. Ce choix d'un technocrate « étranger à la Meuse » fut souvent mal compris, surtout au sein de la population rurale. Louis Jacquinot affronte trois candidats de gauche : Jean-Claude Salziger (PCF), Jean-Claude Demailly (PSU) et Jean Bernard (socialiste), qui a été réélu maire en 1971 et dont chacun sait, depuis la visite du président

32 ADM, 1251 W 2902.

33 ADM, 1251 W 3239, élections législatives de 1973.

Georges Pompidou à Bar-le-Duc en avril 1972, qu'il peut être le porte-parole des revendications meusiennes : ne l'a-t-il pas accueilli en décrivant sans fard les difficultés du département ? Deux autres candidats proches du centre sont aussi en lice : Michel Leblanc et Charles Richez. Le second, un Barisien peu connu hors de sa ville, est séduit par les projets de Jean-Jacques Servan-Schreiber, député de Nancy depuis 1970. Au premier tour de scrutin, Louis Jacquinot ne réunit que 35,7 % des suffrages exprimés contre 46,1 % en 1967. Michel Leblanc et Charles Richez obtiennent 22,2 % dont 15,8 % pour le second. La gauche totalise 42,1 % des suffrages exprimés : 27,5 % pour la liste socialiste, 11,7 % pour la liste communiste et 2,9 % pour la liste PSU. Elle a progressé de plus de 20 % entre le premier tour de 1967 et celui de 1973, surtout dans les cantons urbains et industriels mais aussi dans de nombreux cantons ruraux. Entre les deux tours, Louis Jacquinot rend publique une lettre, écrite le 7 mai 1969, dans laquelle le général de Gaulle, qui venait de démissionner, l'assurait de son estime. Cette publication ne suffit pas. Au second tour, Louis Jacquinot ne réunit que 48 % des suffrages exprimés. Jean Bernard est élu député. Un peu plus de 5 000 voix centristes se sont reportées sur lui, 6 000 autres allant à Louis Jacquinot. Dans la circonscription de Verdun, André Beauguitte, maire de la ville depuis 1965, est réélu au second tour. Après son échec, Louis Jacquinot se retire de la vie politique. Il ne se représente pas aux élections cantonales de septembre 1973 mais il continue, jusqu'en 1992, un an avant son décès, à faire quelques séjours dans le département qui l'avait tant de fois élu mais où il n'avait pratiquement jamais résidé.

Louis Jacquinot se présenta douze fois à la députation et n'échoua qu'à sa dernière candidature. Il dut batailler parfois durement. Durant son long parcours, il fut assurément un indépendant par son état d'esprit et sa liberté d'action. Il le resta même lorsqu'il décida de s'apparenter au parti gaulliste où il ne s'intégra jamais vraiment. Il fut aussi un homme de conviction, anticommuniste mais, surtout, républicain. C'était, enfin, un modéré, pour qui les évolutions économiques et sociales ne pouvaient qu'être lentes et sans secousses, et un parlementaire qui plaçait les débats nationaux et internationaux au-dessus des préoccupations locales. Il faisait d'abord confiance à l'État pour répondre aux aspirations de ses concitoyens. À partir des années 1960, il se trouve de plus en plus en décalage avec une population qui réclamait des évolutions économiques et sociales fortes et rapides. Ce décalage explique sa défaite en 1973. Si des jugements lapidaires, souvent nourris des réalités des années 1960, sont parfois portés sur le personnage et son action, ils ne doivent pas, toutefois, masquer la richesse et la diversité de son parcours.

BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE

- AUDIGIER François, « L'Alliance démocratique de 1933 à 1937 ou l'anachronisme en politique », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 47, juillet-septembre 1995, p. 147-157.
- AUDIGIER François, SCHWINDT Frédéric (dir.), *Gaullisme et gaullistes dans la France de l'Est sous la IV^e République*, Rennes, PUR, 2009.
- AURIOL Vincent, *Journal du Septennat, 1947-1954*, édité par Pierre Nora, Paris, Armand Colin, 1970.
- BARUCH Marc-Olivier (dir.), *Une poignée de misérables. L'épuration de la société française après la seconde guerre mondiale*, Paris, Fayard, 2003.
- BERNARD Mathias, *La Guerre des droites de l'affaire Dreyfus à nos jours*, Paris, Odile Jacob, 2007.
- BERSTEIN Serge et MILZA Pierre (dir.), *L'Année 1947*, Paris, Presses de Sciences Po, 2000.
- CRÉMIEUX-BRILHAC Jean-Louis, *La France libre*, Paris, Fayard, 1996.
- FOCCART Jacques, *Journal de l'Élysée (1965-1974)*, Paris, Fayard/Jeune Afrique, 5 t., 1997-2001, 5 vol.
- LE BÉGUEC Gilles et PESCHANSKI Denis (dir.), *Les Élites locales dans la tourmente. Du Front populaire aux années cinquante*, Paris, CNRS Éditions, 2000.
- QUEUILLE Henri, *Journal de guerre, Londres-Alger, avril 1943-juillet 1944*, présenté par Olivier Dard et Hervé Bastien, Paris, Plon/Fondation Charles de Gaulle, 1995.
- RICHARD Gilles, *Le Centre national des indépendants et paysans de 1948 à 1962, ou l'échec des droites françaises dans le parti des modérés*, Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2000.
- RICHARD Gilles, Sainclivier Jacqueline (dir.), *Les Partis à l'épreuve de 1968. L'émergence de nouveaux clivages, 1971-1974*, Rennes, PUR, 2012.
- RICHARD Gilles, Sainclivier Jacqueline (dir.), *Les Partis et la République. La recomposition du système partisan, 1956-1967*, Rennes, PUR, 2007.
- ROTH François (dir.), *Les Modérés dans la vie politique française (1870-1965)*, Nancy, PUN, 2000.
- ROTH François, *Raymond Poincaré*, Paris, Fayard, 2000.
- SANSON Rosemonde, *L'Alliance républicaine et démocratique, une formation de centre*, Rennes, PUR, 2003.
- SORLOT Marc, *André Maginot (1877-1932) L'homme politique et sa légende*, Metz, Éditions Serpenoise, 1995.

INDEX NOMINUM

- A** _____
- Abrial, Jean-Marie Charles, amiral 103
- Ajam, Maurice 77
- Albertin, Fabien 40
- Antier, Paul 30, 146
- Anxionnaz, Paul 85
- Argenlieu, Thierry d', vice-amiral 104, 113, 114, 127, 132
- Aron, Raymond 86, 87, 89, 95
- Arraut, Pierre 158
- Astier de La Vigerie, Emmanuel d' 90, 92, 94
- Auboyneau, Philippe, amiral 83, 100, 112, 113
- Auphan, Gabriel, amiral 103
- Auriol, Vincent 108, 109, 110, 117, 125, 132, 141
- Auscher, Pierre 71
- B** _____
- Babin, Robert 94
- Bacon, Paul 139
- Bailleux, Jacques 55
- Baréty, Léon 72, 76, 77
- Barre, Raymond 161
- Barthou, Louis 69, 75
- Baylot, Jean 146
- Beauguitte, André 23, 30, 32, 34, 36, 74, 76, 77, 79, 146, 147, 154, 155, 157, 195, 197
- Béchar, Paul 108
- Bernard, Jean 20, 30, 35, 53, 56, 71, 100, 106, 107, 109, 111, 128, 149, 152, 153, 154, 159, 196
- Besse, René 73
- Béthouart, Antoine, général 92, 105
- Bétolaud, Robert 165
- Bidault, Georges 109, 139, 165
- Billotte, Pierre, général 92
- Billoux, François 91, 107
- Blanc, Pierre 77
- Bléhaut, Henri, contre-amiral 103
- Blum, Léon 78, 79, 85, 87
- Boivin-Champeaux, Jean 140

- Bonnet, Henri 90
 Bonneval, Laurent 76, 79
 Bourguès-Maunoury, Maurice 139, 142
 Brosset, Diego, général 92, 93, 94
 Brossolette, Pierre 86, 90, 95
 Brousse, Martial 27, 29, 30, 137, 146
 Bruyneel, Robert 80
 Bureau, Georges 76, 84, 86
- C** _____
- Capitant, René 90, 152
 Catroux, Georges, général 90
 Césaire, Aimé 179
 Chaban-Delmas, Jacques 142, 151
 Champeaux, François de 74
 Champetier de Ribes, Auguste 104
 Chapelet, Roger 119
 Chapron, Marcel 167
 Chirac, Jacques 161
 Churchill, Winston 91
 Cointreau, André 76
 Colbert, Jean-Baptiste 97, 98, 99, 102, 103, 111, 126, 127, 133
 Collière, André 158
 Collinet, Pierre-Xavier, vice-amiral 101
 Collot, André 53, 158, 159
 Comert, Pierre 86, 87
 Cooper, Duff 115
 Coste-Floret, Paul 107, 111
 Coty, René 134, 140, 141
 Courcel, Geoffroy de 92
 Couve de Murville, Maurice 159
 Cousseau, Victor 33, 34
- D** _____
- Daladier, Édouard 100, 143
 Darlan, François, amiral 93, 100, 101, 102, 103, 112
 David, Robert 15, 72, 98, 158
 Debré, Michel 142, 151, 179, 180, 181, 185, 187
 Defferre, Gaston 177
 Demailly, Jean-Claude 35
 Derrien, Edmond, vice-amiral 116
 Develle, Jules et Edmond 17
 Diethelm, André 90, 91, 92, 94
 Dignac, Pierre 76
 Dodin, Louis 30, 32, 154
 Donnedieu de Vabre, Renaud 15
 Dorgères, Henry 146
 Doriot, Jacques 87
 Doumer, Paul 69
 Doussain, Gustave 76
 Drancourt, Michel 35, 53, 57, 61, 157, 158, 197
 Duchet, Roger 135, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 154
 Dulles, Allen 84
 Dupraz, Johannès 110, 111
 Duvillard, André 174
- E** _____
- Entrevan, colonel 153
- F** _____
- Farjon, Roger 80
 Fauchon, Maxime 76
 Faure, Edgar 62, 71, 141, 146, 177, 178
 Fels, André de 72
 Fénard, Raymond, vice-amiral 122
 Fizaine, Georges 25, 26, 27, 136
 Flandin, Pierre-Étienne 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 138, 139
 Fléchet, Max 142
 Foccart, Jacques 150, 151, 158, 160, 181, 186, 191
 Foch, Ferdinand, maréchal 174
 Forget, Eugène 137
 Fornel de La Laurencie, Benoît-Léon, général 84
 Fould, Achille 73, 76
 Fournier, Pierre-Eugène 84

Frédéric-Dupont, Édouard 64, 70
Frenay, Henri 84, 90, 93

G

Galimand, Lucien 85
Gapiand, Jean 73
Gaulle, Charles de, général 21, 24, 25, 26,
27, 28, 29, 30, 31, 33, 34, 36, 38, 55,
61, 63, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90,
91, 92, 93, 94, 95, 101, 102, 103, 104,
105, 106, 107, 108, 112, 113, 131, 133,
134, 135, 139, 140, 142, 144, 147, 149,
150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 158,
175, 178, 179, 186, 190, 191, 195, 196
Gaulle, Philippe de 120
Gellié, Emile 73, 80
Gilliot, Auguste, général 30, 138, 153,
175
Giraud, Henri, général 63, 88, 89, 90, 92,
102, 104, 105, 112
Giscard d'Estaing, Valéry 14, 16, 197
Gombault, Georges 86, 87
Gouin, Félix 83, 85, 92
Grenier, Fernand 85, 91
Guillaumat, Pierre 134, 154
Guy, Claude 134, 149, 150, 183

H

Hachette, René 40
Héraud, Marcel 73, 74, 75, 76
Herriot, Édouard 70, 85
Hitler, Adolphe 80
Houphouët-Boigny, Félix 134, 149
Hutin, Paul 23

J

Jacquinet, Camille 22
Jeanneney, Jean-Marcel 85
Jeukens, Jean 25, 27, 28, 30, 153
Juin, Alphonse, maréchal 105, 108
Junot, Michel 144

K

King, Martin Luther 190
Kir, Félix 144

L

Labarthe, André 86
Laborde, Jean de 84
Lacave, André 167
Lachal, Raymond 74
La Grande, Amaury de 46
Lahoz, Emmanuel 160
La Myre-Mory, Robert de 74
Laniel, Joseph 40, 74, 79, 80, 85, 139,
141, 153, 177
Lapie, Olivier 85
La Rocque, François de 144
Lattre de Tassigny, Jean de, général 93
Laurens, Camille 143
Laval, Pierre 103
Lazard, Simone 32, 64, 157
Leblanc, Michel 36
Lecacheux, Joseph 77
Lecourt, Robert 186
Legentilhomme, Paul, général 89, 101
Legge, colonel 84
Lejeune, Max 154, 165
Lemery, Henry 84
Lemonnier, André, contre-amiral 93,
112, 114, 122, 126
Lestapis, Samuel de 74
Le Troquer, André 90, 91, 101
Lévy, Louis 87
Leygues, Georges 69, 97, 98, 99, 104,
109, 111, 118, 126, 133
Liautey, André 143
Lurie, Cerf 158
Lyrot, Hervé de 76

M

Madoux, André 29

- Maginot, André 17, 21, 22, 23, 24, 25, 29, 39, 56, 60, 65, 70, 71, 161, 166, 171, 172, 174
- Magnan, André 74
- Mandel, Georges 15, 79, 80
- Marcellin, Raymond 144
- Marin, Louis 41, 79
- Marizier, Pierre 33, 34
- Maroselli, André 110
- Marquet, Jean 167
- Martinaud-Déplat, Léon 143
- Massigli, René 83, 89, 90
- Matrot, Pierre 34, 35, 157
- Mayer, Daniel 50
- Mayer, René 90, 141, 177
- Mégier, Gérard 160
- Mendès France, Pierre 64, 85, 90, 133, 141
- Menthon, François de 90
- Michelet, Edmond 105, 106
- Millerand, Alexandre 70
- Missoffe, François, contre-amiral 105, 131
- Miterrand, François 33, 35, 62, 165, 169, 172, 177
- Moch, Jules 101, 105, 139, 158
- Mollet, Guy 134, 149, 183
- Monnet, Jean 83, 90, 92, 102
- Morice, André 139, 141, 143, 146
- Morlet, Gilbert 25, 28, 153
- Muselier, Émile, amiral 83, 100
- N** _____
- Nanty, Fernand 25
- Neuwirth, Lucien 151
- O** _____
- Ortoli, Paul, contre-amiral 105
- P** _____
- Palewski, Gaston 92, 151
- Pâques, Georges 115
- Pellé, Léon 76
- Perreau-Pradier, Pierre 76
- Pétain, Philippe 25, 31, 87, 112, 114, 136, 140
- Petsche, Maurice 32, 64, 74, 150, 157, 168
- Peyrefitte, Alain 149, 150
- Pflimlin, Pierre 139, 149
- Philip, André 85, 86, 91, 92, 95
- Philip, Olivier 158
- Pierre-Bloch, Jean 43, 47, 85
- Piétri, François 73, 99
- Pinay, Antoine 135, 139, 140, 141, 142, 144, 146
- Pineau, Christian 84
- Pinelli, Noël 40
- Plait, André 140
- Pleven, René 84, 90, 91, 165, 177
- Poher, Alain 97, 98
- Poincaré, Raymond 17, 18, 21, 22, 23, 24, 26, 29, 32, 56, 60, 65, 69, 72, 154, 161, 190
- Polimann, Lucien, chanoine 24, 63
- Pompidou, Georges 35, 61, 143, 150, 155, 158, 181, 187, 192, 195, 197
- Pouille, Lucien 32, 154
- Prades, Georges 75
- Q** _____
- Queuille, Henri 83, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 139, 165
- R** _____
- Ragueneau, Philippe 152, 153
- Raincourt, Philippe de 140
- Ramadier, Paul 28, 106, 108, 109, 110, 125, 152
- Ratier, Anthony 72
- Reibel, Charles 75, 80
- Rémond, René 15, 78, 80

Rey, Henry 160
Reynaud, Paul 24, 37, 39, 69, 70, 71, 73,
74, 75, 76, 77, 79, 80, 87, 138, 139,
140, 141, 142, 143, 145, 195, 197
Ribeyre, Paul 139
Richez, Charles 36
Richoux, Robert 159
Rocard, Michel 15
Rochette, Maurice 27
Rollin, Louis 74, 76, 77, 80
Rousselot, René 30, 32, 33, 34, 35, 49,
138, 145, 153, 157, 158

S

Sablé Louis, vice-amiral 102, 116, 117
Salziger, Jean-Claude 35
Sarraut, Albert 23, 75
Savard, André 26, 27, 30, 31, 32, 33, 34,
136, 137, 146, 157
Schleiter, François 27, 29, 137, 138, 147
Schleiter, Gabriel 24
Schuman, Robert 111, 139, 165
Sembat, Marcel 16
Soustelle, Jacques 92, 153, 154
Stehlin, Paul 159

T

Tapin, Lucien 25, 172
Tardieu, André 60, 69, 74, 80, 99, 140
Taton-Vassal, Louis 23, 72
Taurines, Jean 80
Teitgen, Pierre-Henri 110
Terrasse, André 72, 73, 77

Teyssoit, capitaine 92
Thellier, Paul 73, 76
Thévenon, Hippolyte 28, 153
Thiébaud, Gaston 24, 25, 26, 27, 136
Thomas, Eugène 97, 113, 139
Thorez, Maurice 79, 108
Tillon, Charles 106
Tixier, Adrien 89, 90
Tixier-Vignancour, Jean-Louis 74, 78
Tomasini, René 153, 160
Tourné, André 167
Tourte, Georges 153
Trorial, Jacques 159

V

Vanet, Gérard 160
Varin, René 23
Ventenat, Marcel 80
Vincent, Adolphe 74, 98, 108, 109, 110,
117, 125, 132, 141
Vinel, Hugues 166
Vuillaume, Jean 26, 27, 136, 137

W

Wallach, Alfred 79, 80
Weygand, Maxime, général 100, 174

Z

Zaepffel, Camille 30, 31

TABLE DES MATIÈRES

Préface	7
<i>Christian Namy</i>	
Introduction	9
<i>Olivier Dard</i>	

PREMIÈRE PARTIE

LOUIS JACQUINOT EN MEUSE

Cahier d'illustrations n° 1 (8 pages)

Les archives des hommes politiques : l'exemple de la Meuse	13
<i>Lydiane Gueit-Montchal</i>	
Louis Jacquinot dans l'environnement politique meusien	21
<i>Jean-Pierre Harbulot</i>	
Louis Jacquinot : de l'engagé volontaire à l'officier de réserve	37
<i>François Cochet</i>	
Point de vue d'un élu local	49
<i>Rémi Herment</i>	
Louis Jacquinot : de l'oubli en général, du sien en particulier... ..	55
<i>François Dosé</i>	
Regard sur un parcours politique	59
<i>Gérard Longuet</i>	

DEUXIÈME PARTIE
LA CARRIÈRE POLITIQUE DE LOUIS JACQUINOT

Cahier d'illustrations n° 2 (15 pages)

	Louis Jacquinot et l'Alliance démocratique	69
	<i>François Audigier</i>	
	Louis Jacquinot et la France libre	83
	<i>Jean-François Muracciole</i>	
	Louis Jacquinot ministre de la Marine, le « Colbert de la Libération » ?	97
	<i>Thomas Vaisset et Philippe Vial</i>	
	Louis Jacquinot et le CNIP : la difficile insertion d'un grand notable dans un grand parti (1948-1962)	135
	<i>Gilles Richard</i>	
208	Louis Jacquinot et le gaullisme	149
	<i>Jérôme Pozzi</i>	

TROISIÈME PARTIE
LE MINISTRE

Cahier d'illustrations n° 3 (18 pages)

	Louis Jacquinot et les Anciens combattants	165
	<i>Julie Bour</i>	
	Louis Jacquinot, ministre d'État chargé des DOM et des TOM (août 1961-janvier 1966)	177
	<i>Frédéric Turpin</i>	
	Louis Jacquinot, un mentor ?	189
	<i>Olivier Stirn</i>	
	Conclusion	193
	<i>Gilles Richard et Olivier Dard</i>	

Cahier d'illustrations n° 4 (9 pages)

	Bibliographie	199
	<i>Index nominum</i>	201
	Table des matières	207

Héritier de Raymond Poincaré et d'André Maginot, combattant des deux guerres mondiales, modéré rallié à la France libre et au général de Gaulle à Londres, Louis Jacquinot (1898-1993) est une personnalité importante de l'histoire politique de la France du vingtième siècle. Député de la Meuse entre 1932 et 1973, président du Conseil général durant 28 années, il fut ministre à plus de quinze reprises sous les III^e, IV^e et V^e Républiques, notamment à la Marine, aux Anciens combattants ou à l'outre-mer.

En s'appuyant sur des archives inédites et de nombreux témoignages, ce livre retrace le parcours politique d'une des grandes figures méconnues de l'histoire politique française, d'un modéré de l'Alliance démocratique devenu ensuite un indépendant rallié à la V^e République. En même temps qu'il enrichit la connaissance de l'histoire générale des trois dernières Républiques, ce volume éclaire l'histoire de la Meuse et de la Lorraine que Louis Jacquinot incarne pendant près d'un demi-siècle.

Louis Jacquinot n'a cessé d'être photographié au cours de sa longue carrière et a laissé un fonds iconographique d'une grande richesse. Une partie de ces clichés est aujourd'hui rassemblée dans ce recueil. Parfois officielles, frappantes, étonnantes ou encore anecdotiques, ces photographies parlent de l'homme et de ses fonctions. Elles permettent de retracer la vie de Louis Jacquinot depuis la Meuse et d'explorer le monde qu'il a arpenté à travers ses fonctions politiques.

Couverture : Louis Jacquinot dans son bureau
à Paris vers 1960
© Archives départementales de la Meuse, 47 J 231

<http://pups.paris-sorbonne.fr>

